

Réunion ministérielle à l'Onu en vue d'une résolution appelant au cessez-le-feu

NEW YORK (AFP) - Les Etats arabes ont entamé lundi une offensive diplomatique à l'ONU pour obtenir dès que possible un cessez-le-feu durable à Gaza, espérant progresser dans ce sens mardi à l'occasion d'une réunion ministérielle du Conseil de sécurité.



Ban Ki-moon (de dos, D) face à Amr Moussa le 5 janvier 2009 à l'Onu à New York (© AFP - Timothy A. Clary)

Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, dont le pays assume en janvier la présidence tournante du Conseil, sera mardi à New York pour présider ces discussions, qui viseront à tenter d'avancer vers l'adoption d'une résolution appelant à un cessez-le-feu, a annoncé l'ambassadeur de France à l'ONU, Jean-Maurice Ripert.

La France travaille, en coordination avec certains de ses partenaires du Conseil et avec les Etats arabes, à la rédaction d'un projet de résolution, a indiqué un diplomate occidental.

Selon ce diplomate, qui parlait sous couvert de l'anonymat, ce texte s'articulera autour de cinq idées: instaurer un cessez-le-feu immédiat, permettre l'accès de l'aide humanitaire, assurer la protection des civils, appeler à la reprise du processus de paix et mettre en place un mécanisme de suivi de la trêve et du cessez-le-feu.

Mais les Etats-Unis, qui protègent les intérêts d'Israël au Conseil de sécurité et ont empêché samedi l'adoption d'un texte appelant à l'arrêt de l'offensive israélienne, ont déjà réitéré leur opposition à toute solution qui permettrait le retour au statu quo. "Nous voulons que ce conflit se termine le plus vite possible", a déclaré à la presse leur ambassadeur, Zalmay Khalilzad, à l'issue

d'une rencontre avec une délégation ministérielle arabe. "Mais pour qu'un cessez-le-feu soit durable, des arrangements pratiques doivent être mis en place dans lesquels tout le monde puisse avoir confiance", a-t-il ajouté.

Pour Washington, qui impute la crise actuelle au Hamas, un cessez-le-feu doit comporter des conditions pour l'empêcher de lancer des roquettes sur Israël.

La délégation arabe, composée des ministres des Affaires étrangères jordanien, libanais, libyen, marocain, palestinien et qatari et du secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, s'est entretenue de la crise avec le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Celui-ci a une fois de plus exprimé sa profonde préoccupation devant la situation dans la bande de Gaza, où, a-t-il dit, la population est soumise à "un traumatisme énorme". "Nous devons insister pour qu'Israël mette fin à son offensive militaire, dont il est clair qu'elle est excessive", a-t-il ajouté.

Après cette rencontre, M. Moussa a évoqué devant la presse le projet de résolution en préparation et mis en demeure le Conseil de sécurité de prendre ses responsabilités. "Nous ne sommes pas prêts à passer des jours à rédiger un texte, nous voulons que le Conseil de sécurité agisse de manière décisive et rapide", a-t-il dit.

Depuis le déclenchement du conflit à Gaza le 27 décembre, le Conseil n'a pu s'entendre que sur une déclaration non contraignante de trois paragraphes qui appelait à la fin immédiate des hostilités et est restée lettre morte. Le Conseil doit tenir deux réunions mardi, d'abord des consultations à huis clos dans la matinée, puis un débat à 17h00 (22h00 GMT). M. Ban participera à ce débat, après avoir eu dans la matinée à Washington un entretien avec le président Bush.

Les ministres des Affaires étrangères saoudien et égyptien, ainsi que le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, doivent rejoindre la délégation arabe mardi, selon les diplomates.